

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1957 - 1958

Annexe au procès-verbal de la séance du 19 décembre 1957.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

*tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître
la République populaire de Chine.*

PRÉSENTÉE

Par M. Jean MICHELIN

Sénateur.

(Renvoyée à la Commission des affaires étrangères.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

La République populaire de Chine exerce sa souveraineté sur l'immense Chine continentale. Le Gouvernement français ne l'a pas encore reconnue. Il persiste à ne reconnaître officiellement que le Gouvernement du Maréchal Tchang-Kaï-Chek, dont le contrôle se limite à l'île de Formose.

La France ne peut pas continuer à ignorer un pays qui compte six cents millions d'habitants. Elle a intérêt à nouer des relations officielles avec le Gouvernement de Pékin. Certes, des contacts officieux ont été pris ; des missions françaises sont allées en Chine populaire ; des missions chinoises sont venues en France. Mais ces relations fragmentaires demeurent sans conséquences pratiques.

En matière de relations internationales, nous n'avons pas à tenir compte des régimes intérieurs des pays étrangers. Notre intérêt est d'entretenir des relations avec tous les Etats, quel que soit leur régime politique et économique.

La reconnaissance du Gouvernement de la Chine populaire pose un problème aux puissances occidentales. La politique américaine y est catégoriquement hostile. Les Américains font valoir que la Chine communiste ne respecte pas les droits élémentaires de la personne humaine. Ils sont moins susceptibles à l'égard de certains Etats esclavagistes du Moyen-Orient. En réalité, la politique de Washington a consisté pendant longtemps à soutenir le Gouvernement du Maréchal Tchang-Kaï-Chek dans l'espoir illusoire qu'un jour il reprendrait pied en Chine continentale.

Ces illusions américaines doivent à l'heure actuelle être évanouies. Les nationalistes de Formose et les Américains savent maintenant que le nouveau régime est solidement établi en Chine continentale. Il semble que, dans l'entourage du Maréchal Tchang-Kaï-Chek et à Pékin, une solution de compromis soit recherchée. Des informations répétées et sérieuses font état de négociations entre Pékin et Formose. Un plan aurait été établi : le Maréchal Tchang-Kaï-Chek deviendrait gouverneur de Formose et un des vice-présidents de la République chinoise ; Formose garderait son autonomie ; le Gouvernement de Formose s'arrangerait avec celui de Pékin pour avoir une représentation unique à l'étranger et pour faire admettre cette Chine nouvelle formule à l'O. N. U. La réconciliation entre nationalistes et communistes chinois se ferait sur le dos des Américains, qui, du fait de leurs maladresses accumulées, ont perdu jusqu'aux sympathies de leurs obligés.

Les Britanniques ont été plus réalistes que nous. Ils ont reconnu le Gouvernement de la Chine populaire depuis long-

temps. Ils ont, certes, éprouvé des difficultés et des déboires pour nouer des relations officielles. Mais, en fait, l'attitude du Gouvernement de Londres a été favorable aux intérêts britanniques.

Certes, le Gouvernement français avait des raisons légitimes de se montrer plus réticent que les Anglais. Mais maintenant les années ont passé.

Dans cette affaire, le Gouvernement français donne l'impression de s'aligner inconditionnellement sur la politique du Gouvernement américain et de ne vouloir faire nulle peine, même légère, à Washington.

L'attitude des Américains à notre égard dans les affaires d'Extrême-Orient, d'Afrique et du Moyen-Orient devrait ouvrir les yeux des responsables de notre politique étrangère. Nous n'avons pas de raisons valables de sacrifier nos intérêts à une illusoire coopération franco-américaine en Asie, qui ne s'est jamais manifestée dans les faits. Partout, les Américains ont sacrifié délibérément les intérêts français quand ils étaient en concurrence avec les leurs. Et, depuis la fin de la guerre, ils ont mené une politique stupide en Chine et dans le Sud-Est asiatique. En soutenant systématiquement les nationalistes locaux, ils n'ont pas seulement contribué à l'éviction des puissances européennes de l'Asie, ils ont encore préparé le lit du communisme. Ils ont, en définitive, travaillé contre eux-mêmes et contre l'Occident.

La France a intérêt à renouer des relations officielles et à commercer avec la Chine. Elle n'a pas besoin pour cela de la permission de Washington, qui ne prendra pas notre avis quand il jugera bon de changer de politique.

Le réalisme politique élémentaire nous commande de ne pas ignorer plus longtemps le plus grand pays de l'Asie, qui est en pleine transformation et en plein développement. La Chine populaire est susceptible d'ouvrir des débouchés importants aux produits français ; en contre-partie, la Chine peut nous offrir des marchandises dont nous avons besoin.

Bien entendu, une telle reconnaissance ne signifierait pas que la France abandonne le camp des nations libres pour passer dans le camp communiste. Elle n'implique aucune adhésion d'aucune sorte au régime communiste. Elle répond uniquement

à un souci de réalisme politique, à la préoccupation d'améliorer les relations internationales entre toutes les puissances, sans distinction de régimes, et à la sauvegarde des intérêts français. Elle signifierait que la France recouvre son indépendance et sa liberté d'action diplomatique.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous proposer d'adopter la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RESOLUTION

Le Conseil de la République invite le Gouvernement à prendre l'initiative de pourparlers en vue de reconnaître la République populaire de Chine et de nouer avec elle des relations diplomatiques officielles.